



La Commune



À propos de la journée du 12 septembre

Face aux ordonnances

Notre position

Philippe Martinez a donc convoqué une journée d'action, le 12 septembre. Mailly n'a pas encore arrêté sa position. De nombreuses organisations (dont Lutte ouvrière, le « front social », etc) appellent à son succès. Comme s'il suffisait de clamer « tous dans la rue - tous en grève le 12 ». Regardons-y de plus près.



- D'un côté, l'écrasante majorité des ouvriers et employés, la majorité des salariés de toutes qualifications, la majorité des jeunes veulent en finir avec la « réforme du marché du travail » qui concentre toutes les attaques contre les salaires, les emplois, les conditions de travail et de vie.
- De l'autre, les directions confédérales « jouent le jeu » de la « concertation » et de la « discussion » gouvernementale autour de ses projets d'ordonnances. Un jeu de dupes !

Ce simple constat permet de dire que le succès du 12 septembre est loin d'être garanti : les salariés ne sont pas des moutons, ils veulent savoir pourquoi ils sont appelés à l'action.

Philippe Martinez répond à présent qu'il faut agir : « contre la casse du Code du travail ». Le tout étant de savoir comment on combat cette casse sociale généralisée que la ministre Pénicaud appelle « rénovation de notre modèle social ».

Nous devons donc commencer par rappeler que cette casse n'est pas un fait nouveau : elle est inscrite dans le marbre de la loi El Khomri.

À l'évidence, il est impossible de combattre les ordonnances sans combattre pour l'abrogation de la loi El Khomri et le retrait du projet de loi sur les ordonnances : ces deux textes sont de la même veine, ils obéissent à la même trame de fond.

On ne peut combattre la casse du Code du travail sans combattre pour le retrait du projet en cours de vote au parlement et pour l'abrogation de la loi El Khomri. Ce sont les préalables nécessaires pour un franc succès de la journée du 12 septembre, pour que cette journée ne soit pas un baroud d'honneur... sans honneur et sans véritable lendemain, venant « animer » le jeu de dupe de la « concertation ».

Oui, l'unité est nécessaire. L'unité et non sa caricature, où quelques dirigeants de diverses organisations se « retrouvent » sur le « plus petit dénominateur commun », dans le dos des syndicalistes, des salariés et des jeunes.

Ce qui nous unit toutes et tous, c'est le refus de la loi El Khomri et des ordonnances, la nécessité vitale d'arracher leur retrait. Le reste, c'est du vent...

***Comité national de la Commune,
26 juillet 2017***

Modifié le mercredi 26 juillet 2017

Voir aussi dans la catégorie Déclarations

COMMUNIQUÉ



Communiqué du groupe La Commune

Conformément à ses statuts, et sur proposition de son Comité National, l'assemblée générale des militant.e.s du groupe La Commune, section française de la Ligue Internationale Socialiste... »

DÉCLARATION



L'avenir de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie ne peut pas se faire sans le peuple kanak

Droit au peuple kanak à disposer de lui-même et à l'indépendance ! Report du référendum du 12 décembre 2021 ! »



LIGUE SOCIALISTE

Déclaration de la LIS : L'Etat sioniste sera détruit, un Moyen-Orient socialiste renaîtra de ses cendres

La Commune relaie la déclaration de la Ligue socialiste internationale »

NOTES

RETRAIT DE LA LOI « SECURITE GLOBALE » - MANIFESTATION AUJOURD'HUI SAMEDI 28 NOVEMBRE 2020

DECLARATI

28 NOVEMBRE 2020

C'est désormais au grand jour que la crise de fin de régime s'expose et interpelle chacun et chacune, dans une violence inouïe menée par la police aux ordres du gouvernement. Macron peut bien,... >>



COMMUNIQU

Journée Internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes

Communiqué du 25 novembre 2020 >>



COMMUNIQU

Communiqué

C'est avec la plus extrême fermeté que nous condamnons l'assassinat barbare qui a été commis le vendredi 16 octobre 2020 contre Samuel Paty, professeur d'histoire à... >>

